



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2969  
27 juin 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

## **Moyen-Orient**

# **L'impérialisme impose la loi des bombes**

Bombardement de Téhéran par l'armée israélienne, le 23 juin.



UGC AFP

### **Retraites**

**Parlottes ou  
lutte de classe**

page 3

### **Migrants**

**Non aux rafles  
de Retailleau**

page 4

### **Entreprises**

**Face aux attaques  
patronales**

pages 11 à 15

**Leur société**

- Retraites : épilogue sans surprise 3
- Conclave, parlement ou lutte de classe ? 3
- Macron au Bourget : pont aérien pour les profits 3
- Villepin : un coq de plus dans la basse-cour 3
- Immigration : les rafles de Retailleau 4
- Mayotte : le trumpisme des autorités 4
- Solidarité avec les sans-papiers ! 4
- Justice des mineurs : Attal et Darmanin récidivent 5
- Contrôles d'identité : discrimination et racisme ordinaires 5
- Beauvais : 70 personnes à la rue 5
- Fonction publique : travailler plus pour gagner moins 6
- CAC 40 : l'orgie des profits 6
- Impôts : arrangeants pour les riches 6
- Bouilloires thermiques : un mépris étouffant 7
- Sport à l'école : très loin d'être olympique 7
- Collège Arche-Guédon - Torcy : en grève contre les classes surchargées 7

**Dans le monde**

- Moyen-Orient : l'impérialisme américain impose sa loi 8
- Trump et le régime iranien : adversaires et complices 8
- Armement nucléaire : d'où vient la menace ? 9
- Israël : Netanyahu serviteur de l'impérialisme 9
- Arabie saoudite : exécution d'un journaliste 9
- Manifestons contre l'agression impérialiste 9
- Italie : les travailleurs du textile luttent pour leurs droits 10
- Diamants : un bilan pas brillant 10
- Bezos à Venise : comédie romantique 10
- Sommet de l'OTAN : le bœuf et les grenouilles 16
- Brésil : Lula brade des terres aux trusts du pétrole 16
- Migrants : quand les passeurs deviennent des naufrageurs 16

**Dans les entreprises**

- Michelin - Cholet 11
- La Barre Thomas - Rennes 11
- Vignes de Champagne 11
- Renault Ampere ElectriCity 12
- MCA Renault - Maubeuge 12
- Ekidom - Poitiers 12
- Stellantis - Poissy 13
- Vallée de la chimie - Lyon 13
- Ikea - La Maxe 13
- TCL - Lyon 14
- RTM - Marseille 14
- Nos lecteurs écrivent : valides ou non, c'est l'exploitation 14
- Grande distribution : la guerre entre vautours 15
- Prêt-à-porter : prêt à licencier 15

**Caravanes**

- Lutte ouvrière à votre rencontre 16

# À bas la guerre impérialiste contre l'Iran !

Il y a de quoi être inquiet et révolté par la guerre qui s'étend au Moyen-Orient. Inquiet et révolté pour le sort des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, pour celui des Libanais, des Syriens, des Iraniens...

Et il faut s'inquiéter, aussi, pour notre propre avenir. Car l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Iran, derrière et au côté d'Israël, est une nouvelle étape vers la guerre généralisée. En bombardant les sites nucléaires iraniens et en étalant une puissance de feu inédite, Trump a accéléré l'engrenage qui mène à la guerre mondiale.

Le but affiché de la guerre contre l'Iran est de l'empêcher de se doter de la bombe atomique. Aux dires des dirigeants occidentaux, cela constituerait une menace existentielle pour Israël, le Moyen-Orient et le monde entier. Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage !

Avec leur propre armement nucléaire, États-Unis, France et Grande-Bretagne ont de quoi faire sauter toute la planète. La seule puissance ayant

jamais fait usage de la bombe atomique, ce sont les États-Unis, en août 1945, contre le Japon prêt à capituler. Israël, dont les dirigeants actuels procèdent à un génocide à Gaza, dispose de l'arme nucléaire, sans avoir jamais adhéré au traité de non-prolifération. Et c'est de l'Iran dont il faudrait avoir peur ?

Qui s'est retiré de l'accord de Vienne signé par Obama en 2015 par lequel Téhéran s'engageait à réduire ses activités nucléaires en échange d'une levée progressive des sanctions internationales ? Trump, en 2018 !

En réalité, Trump profite de la situation créée par la politique guerrière de Netanyahu pour faire plier un des derniers régimes qui lui résistent dans la région. Ce n'est pas la dictature théocratique qu'il exerce sur son peuple qui gêne les États-Unis. Voyez comment ils sont amis de l'Arabie saoudite, ce régime féodal qui vient d'exécuter un journaliste !

La république islamique est la bête noire des États-Unis parce qu'elle s'est imposée en renversant le régime du shah pro-américain et que les mollahs n'ont jamais accepté de se soumettre entièrement à leurs ordres.

Contrairement à ce que martèlent les médias, cette guerre ne rendra pas le monde plus sûr ni plus juste, et elle ne garantit en aucun cas un monde de paix. Pour le comprendre, il suffit de voir comment l'Irak a été détruit par la guerre des États-Unis et le chaos qui y règne, tout comme en

Libye.

Ces bombardements et ce nouvel élargissement de la guerre impérialiste sont criminels. Solidarité avec les populations iranienne, palestinienne, libanaise, mais aussi israélienne, qui sont prises sous un déluge de feu et comptent leurs morts !

Le plus révoltant est de présenter Israël et les États-Unis comme les libérateurs des Iraniens. Comme si un peuple pouvait être libéré par les bombes qui lui tombent sur la tête !

La population iranienne, les femmes, mais aussi les travailleurs confrontés à des conditions de vie de plus en plus dures, ont montré depuis des années une combativité extraordinaire. Beaucoup rêvent de faire tomber ce régime, l'un des plus dictatoriaux au monde. Mais depuis une semaine, ils sont accaparés par leur propre survie, réduits au silence, et plus que jamais livrés à la répression.

Le monde « libre » et « démocratique » vanté par Trump et Netanyahu est un monde dans lequel



Bombardement sur Téhéran.

ATTA KENARE / AFP

les peuples n'ont pas leur mot à dire. Trump s'est fait élire pour faire la paix, et voilà qu'il jette son pays dans la guerre ! Les Israéliens, eux, se sont réveillés, le 13 juin, en découvrant que leur gouvernement avait décidé de frapper l'Iran et qu'ils allaient le payer.

Croire qu'un Netanyahu ou un Trump peuvent stopper l'engrenage guerrier en écrasant militairement leur ennemi serait une erreur. Les Israéliens

sont victimes des tirs de riposte iraniens. Des Américains le seront peut-être demain. Et qui peut dire que nous ne serons pas, nous-mêmes, ici, les victimes collatérales de cette guerre impérialiste, soutenue par Macron ?

D'étape en étape, on se rapproche de la guerre mondiale. Poutine, Trump et Netanyahu ont fait parler les armes pour assurer leur domination. En étalant leur force militaire, leurs bombardiers et leurs sous-marins ultra-sophistiqués, les États-Unis ont lancé un avertissement à la Chine.

Mais la supériorité militaire affichée par Israël et les États-Unis ne met pas fin aux rivalités entre puissances. Tôt ou tard, leurs concurrents chercheront à remettre en cause ce nouveau rapport de force par les armes aussi.

Toutes ces sales guerres sont menées contre nous tous. Il faut combattre les pyromanes qui les provoquent, à commencer par nos propres dirigeants et leur système.

Nathalie Arthaud

## Retraites : épilogue sans surprise

Après quatre mois de palabres, rien de rien n'a été concédé aux directions syndicales pourtant si serviles et prêtes aux pires concessions au patronat.

Quelques heures avant le refus du Medef, la dirigeante de la CFDT, Marylise Léon expliquait encore à la radio : « On a fait des propositions concrètes, une contribution du côté des salariés et une du côté des employeurs ». Plus précisément, la CFDT était prête à accepter une hausse du taux de la CSG pour les salariés et pour les retraités, une désindexation des pensions sur les prix pendant deux ans. Marylise Léon

osait justifier ces concessions aux frais des travailleurs en disant « qu'il fallait des efforts entre les générations » !

En échange de cela, la dirigeante de la CFDT prétendait obtenir du patronat une prise en compte des périodes de maternité dans les calculs des annuités travaillées pour les mères de famille, une prise en compte de la pénibilité pour certains métiers permettant un départ un tout

petit peu moins tardif, et enfin un âge de départ à la retraite à taux plein avancé de six mois, à 66,5 ans au lieu de 67 ans !

En réalité, le grand patronat aurait été le grand gagnant d'un tel accord, compte tenu des concessions proposées par les syndicats eux-mêmes. On aurait même pu s'attendre à ce qu'il soit prêt à céder quelques miettes pour conforter la position des syndicats qui avaient été les plus dociles (CFDT, CFTC, UNSA). Mais il a tout simplement dit « non ! ».

Sortant dépité de ces quatre mois, le représentant de la CFDT a pesté : « le constat est fait que le patronat ne bougera pas », « c'est un échec de la négociation ». La seule conclusion à en tirer serait que ce genre de négociations, sans aucune pression venant de la base ouvrière, ne sont que des mises en scène pour lanterner et arnaquer les travailleurs avec la complicité de tous ceux qui prétendent les représenter.

Quant au choix du grand patronat de ne même pas laisser un os à ronger aux



dirigeants syndicaux qui ont pourtant joué son jeu jusqu'au bout, il illustre aussi un mépris des travailleurs, auquel il faudra répondre.

Pierre Royan

## Conclave, parlement ou lutte de classe ?

Le conclave, imaginé en janvier par un Bayrou fraîchement nommé, devait mettre sous cloche, le plus longtemps possible, la question des retraites de façon à éviter une motion de censure sur ce sujet.

Son échec aussitôt connu, le 23 juin, LFI a écrit à tous les partis de gauche pour leur proposer de censurer Bayrou à ce propos. Le PS est d'accord et posera lui-même démonstrativement la motion de censure, mais cela ne suffira pas. Il faudrait, pour renverser le gouvernement, l'apport de tout ou partie des voix du RN, comme lorsque le précédent

Premier ministre, Barnier, avait été remercié, le 13 décembre 2024. Or, le RN a choisi pour le moment un autre positionnement politique et ne veut pas déplaire au patronat, grand ordonnateur de la destruction des retraites. Le Pen et sa troupe réservent donc une éventuelle censure à la discussion budgétaire de septembre. De plus, tout ce petit

monde sait que les sénateurs récuseraient tout retour au départ à 62 ans, pour ne pas parler des 60 ans.

En revanche, la non censure permettra au gouvernement Bayrou de passer l'été. Il reste que, avec ou sans gouvernement Bayrou, le rouleau compresseur patronal, contre les retraites, les emplois, les salaires etc. est en marche et qu'il faudra l'arrêter par le moyen de la lutte de classe, plus puissant que les conclaves ou les débats parlementaires.

Paul Galois

## Villepin : un coq de plus dans la basse-cour

Dominique Galouzeau de Villepin vient de lancer son parti « La France humaniste » en vue de la prochaine élection présidentielle.

Dans une interview au *Parisien*, il cite des inspirateurs « qui marquent un engagement résolu à défendre ce qu'il y a de plus cher et de plus profond en nous, notre engagement républicain » et qui sont... Jeanne d'Arc et Bonaparte. La première est pourtant connue pour

avoir combattu au nom d'un roi, et le second pour s'être hissé au pouvoir par un coup d'État, avant de se couronner lui-même empereur.

S'étant montré capable de prendre les lecteurs du *Parisien* pour des billes, cet ancien Premier ministre de droite, qui avait voulu baisser le smic pour les moins de 26 ans, essaiera certainement de faire de même vis-à-vis des électeurs de gauche.

L. D.

## Macron au Bourget : pont aérien pour les profits

En visite au Salon du Bourget vendredi 20 juin, Macron est descendu du ciel, sa hotte bien remplie de cadeaux pour les actionnaires des secteurs de l'aéronautique, de l'aérospatiale et, plus inattendu, du transport maritime.

L'arrivée de Macron à bord d'un A400M de l'Armée de l'air et de l'espace

sur le tarmac du Bourget, accompagné de Lecornu, le ministre de la Défense, et de

deux galonnés, inscrivait la visite présidentielle dans le climat de propagande militariste désormais habituel au sommet de l'État. Sans surprise, Macron a péroré sur la souveraineté nationale, la défense de la France et de l'Europe. Le cœur de la visite présidentielle a été la compétition spatiale avec « un espace qui est de plus en plus contesté instable, offensif [...], la défense repose sur l'industrie spatiale », a martelé Macron.

Ce n'était pas que des mots. Macron a annoncé que l'État allait investir plus de 700 millions d'euros, et à terme plus d'un milliard, dans l'opérateur de satellite Eutelsat et en devenir l'actionnaire principal. Troisième opérateur de satellites au monde en termes de chiffre d'affaires, Eutelsat est en compétition

– en guerre commerciale devrait-on dire – pour déployer des satellites en orbite basse avec, entre autres, Starlink de Musk et Kuiper, la filiale spatiale d'Amazon. Eutelsat a son siège à Issy-les-Moulineaux, c'est officiellement un groupe français, « un trésor stratégique », a déclaré Macron. Il a garanti à cette société une manne d'argent public mais les profits iront dans les caisses des actionnaires d'Eutelsat, notamment le groupe indien Barhi Space et l'armateur CMA CGM, entré au capital de l'opérateur car il utilise ses satellites pour guider ses porte-conteneurs.

En devenant majoritaire dans Eutelsat, l'État va arroser un large spectre des industries de l'aéronautique et de l'aérospatiale impliquées dans la fabrication

des satellites. Cerise sur le gâteau, Eutelsat a signé au Salon du Bourget pour les dix prochaines années avec le ministère des Armées un contrat d'un milliard d'euros portant sur les communications militaires spatiales. La constellation des satellites OneWeb d'Eutelsat donnera à l'armée française un accès prioritaire à du renseignement, ce que Starlink fait pour les forces armées américaines.

Le Noël en été d'Eutelsat n'a rien de réjouissant : outre que la pompe d'argent public à destination des profits privés va fonctionner à plein régime, la militarisation de la société mêlant compétition entre groupes privés et confrontations entre États jusque dans l'espace est en marche.

Boris Savin



## Immigration : les rafles de Retailleau

**Mercredi 18 et jeudi 19 juin, le ministre de l'Intérieur a mobilisé 4000 policiers, gendarmes, douaniers et militaires pour organiser des rafles de sans-papiers dans les gares et les trains.**

Retailleau s'est mis en scène dans le rôle de premier flic de France en venant faire un discours à la Gare du Nord à Paris jeudi 19 juin, pendant l'opération : « *Ne venez pas en France, nous n'accepterons rien, c'est la tolérance zéro.* » Des contrôles massifs avaient déjà été organisés dans les bus internationaux à bas coût les 20 et 21 mai, dont le ministère de l'Intérieur a communiqué les résultats : 900 bus contrôlés, 759 étrangers en situation irrégulière interpellés, 245 OQTF (obligation de quitter le territoire français) décidées, 34 étrangers placés

en centre de rétention, 72 renvoyés vers un autre pays européen.

Le résultat est de rendre encore plus dure la vie des travailleurs immigrés. Pendant deux jours, ceux à qui l'administration refuse des papiers ont dû hésiter à sortir, de peur de subir un contrôle, et ceux qui sont allés travailler avaient encore plus que d'habitude la peur au ventre. Et tous ceux qui peuvent avoir l'air d'être étrangers, qu'ils aient ou non des papiers, ont dû subir des contrôles au faciès.

Retailleau ne manque pas de concurrents, à droite

et à l'extrême droite, qui se livrent à la même démagogie xénophobe. Les yeux fixés sur l'élection présidentielle de 2027, il va chercher son modèle du côté de Trump qui organise le même type de rafles. Ceux qui ont manifesté jeudi 19 juin à la Gare du Nord contre le discours de Bruno Retailleau, aux cris de « *Solidarité avec les sans-papiers* », ont eu raison de s'opposer à ce poison du racisme qui divise les travailleurs et les affaiblit, alors qu'ils ont besoin de toutes leurs forces et de leur unité pour se battre contre les attaques des patrons qui se multiplient et pour être capables de renverser cette société qui s'enfoncé dans la crise.

Hélène Comte



Rassemblement pour dénoncer la rafle de Retailleau, jeudi 19 juin.

## Solidarité avec les sans-papiers !

**Dès le matin du 19 juin, à la gare du Nord, un important dispositif de police a été mis en place.**

Accompagnés de la Sûreté ferroviaire, les policiers avaient quadrillé la gare et ostensiblement contrôlé toutes les personnes qui, à leurs yeux, ressemblaient à des Africains, Maghrébins, Pakistanais... dont au moins deux collègues de la gare – un agent commercial et un conducteur. Le ton des policiers était martial et méprisant. Lorsqu'on n'a pas la bonne couleur, on est suspect à leurs yeux. Plus tard dans la matinée, le ministre de l'Intérieur est venu faire son spectacle, accompagné des préfets et de dirigeants de la SNCF.

En voyant ce dispositif, une grande majorité de travailleurs ont exprimé de l'indignation et de la colère. L'attitude des policiers, de Retailleau, leur racisme décomplexé, étaient révoltants : ces attaques

ciblaient des travailleurs parmi les plus exploités, ceux qui prennent les premiers trains pour aller sur les chantiers de BTP, dans les entreprises de nettoyage et les usines, qui ont bien des liens avec les salariés de la SNCF. Un collègue a appelé deux de ses connaissances sans papiers pour leur dire d'éviter les gares ce jour-là.

Beaucoup ont fait le lien avec les attaques anti-immigrés aux États-Unis, certains disant qu'il faudrait les mêmes réactions de soutien aux sans-papiers qu'en Californie pour refuser qu'une partie des travailleurs soit attaquée.

La direction a demandé aux agents de signaler les affiches sauvages dans les gares. Un collectif avait mis des affiches en plusieurs langues prévenant des rafles et donnant un

numéro de téléphone pour une aide juridique. Aucun agent n'a signalé ces affiches et elles sont restées toute la journée.

Dans l'après-midi, à l'appel d'une association d'aide aux migrants, une manifestation d'une cinquantaine de personnes s'est déroulée en gare. Certains voyageurs l'ont rejointe. Cela a bloqué pendant un moment la circulation des trains, donnant plus de travail aux agents et à ceux qui affichent les trains et les annonces. Mais aucun n'a protesté, une collègue disant : « *C'est pour la bonne cause.* »

En gare, lors de précédentes discussions, certains travailleurs se demandaient si, avec l'arrivée de sans-papiers, tout le monde aurait du travail. Mais face à cette attaque, seule la solidarité envers les travailleurs sans papiers s'est exprimée.

Correspondant LO

## Mayotte : le trumpisme des autorités

**À Mayotte, alors que les dégâts du cyclone Chido sont loin d'être réparés, que bien des enfants n'ont accès à l'école que deux heures par jour et qu'une épidémie de Chikungunya fait rage, l'État se lance dans une chasse à l'homme systématique contre les immigrés.**

En janvier dernier, Valls, le ministre des Outre-mers en visite dans l'île dévastée, avait annoncé vouloir atteindre 35 000 expulsions en 2025, soit plus d'un habitant de l'île sur dix ! Voilà bien le seul objectif que l'État se donne les moyens d'atteindre au plus vite.

Depuis plusieurs semaines, les taxis collectifs sont systématiquement fouillés. Des mères de famille sont arrêtées sur le chemin de l'école ou en allant faire leurs courses. Sur Petite-Terre, la PAF (police de l'air et des frontières) fait des descentes dans les quartiers pauvres, et force la porte des maisons des bidonvilles. Les patrouilles interviennent tard dans la nuit, ne laissant aucun répit aux habitants. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes vivent ainsi dans la terreur des arrestations. « *On ne vit pas. Je voulais rentrer mais la peur m'envahit* », disait l'un d'eux, qui travaille toute la semaine sur des chantiers à Grande-Terre et voudrait retrouver sa famille sur Petite-Terre le week-end, ce qui suppose emprunter la barge très surveillée entre les deux îles.

Beaucoup de travailleurs se retrouvent sans papiers en raison du blocage de la préfecture par des collectifs de militants anti-immigrés mais aussi d'une politique générale qui freine la délivrance des titres de séjour et qui sévit aussi dans l'Hexagone. Un habitant est toujours sans réponse de la préfecture depuis plus de 7 mois. Et en cas de contrôle, rien ne sert de montrer qu'une démarche est en cours, la police expulse quoi qu'il en soit.

L'État, sous la houlette des Retailleau, Darmanin et autres politiciens en pleine surenchère xénophobe, mène la guerre à ceux-là même qui sont en train de reconstruire l'île : les ouvriers du BTP, ceux de la logistique, les pêcheurs, les femmes de ménage...

Au même moment, les parlementaires brassent du vent à l'Assemblée autour de la loi « refondation de Mayotte ». En fait, la refondation, les travailleurs, français ou étrangers, devront la faire ensemble. Et cela commence par ne pas tomber dans le piège empoisonné de la division.

Tania Lemel



À Mayotte, contrôle par la police aux frontières.

## Justice des mineurs : **Attal et Darmanin récidivent**

**Jeudi 19 juin, le Conseil constitutionnel a censuré six articles de la loi Attal, votée mi-mai au Parlement avec les voix du RN, qui visait « à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des délinquants mineurs et de leurs parents ».**

L'ex-Premier ministre a déclaré immédiatement se remettre à l'écriture d'un nouveau texte dont la teneur répressive ne fait aucun doute. Le Conseil constitutionnel a repoussé l'instauration des comparutions immédiates, l'allongement de la détention provisoire et la fin de « l'atténuation de responsabilité » qui permet à un mineur d'être condamné à une peine divisée par deux pour un crime identique à celui d'un adulte. Le Conseil constitutionnel a également repoussé une mesure initiée par Darmanin, l'actuel ministre de la Justice, permettant la retenue jusqu'à douze heures dans un poste

de police d'un mineur ne respectant pas les termes d'une mesure éducative.

En revanche, la pénalisation aggravée des parents pour un acte délictueux commis par leur enfant mineur a été avalisée. La loi Attal peut désormais conduire à trois ans de prison – au lieu de deux – et 45 000 euros d'amende – au lieu de 30 000 euros – pour des parents jugés comme s'étant soustraits à leurs obligations auprès d'un enfant commettant un crime, même si la famille n'en avait pas connaissance.

Par voie de presse, Darmanin a immédiatement rappelé qu'il est partisan de



ramener la majorité pénale à 16 ans et revendique « un changement profond constitutionnel » pour permettre un durcissement de la justice des mineurs. Ce qui tourmente Attal ou Darmanin n'est pas ce que vivent les familles ou les jeunes des quartiers populaires

confrontés à la délinquance et parfois à des drames sanglants, mais bien plus prosaïquement l'horizon présidentiel de 2027. Retailleau, premier flic de France, étant en position de quasi-monopole pour exposer en pleine lumière médiatique ses postures sécuritaires et

anti-immigrés, il reste au ministre de la Justice et à l'ex-Premier ministre le terrain de la fermeté envers un prétendu péril jeune que le laxisme des tribunaux ne pourrait juguler. En se montrant père Fouettard, la tranquillité serait assurée dans des quartiers minés par le chômage, la misère, l'abandon des services publics. C'est ce que veulent marteler Darmanin et Attal, chacun dans sa course à la popularité électorale.

En somme, la censure du Conseil constitutionnel leur fournit l'occasion de se présenter à nouveau en chevaliers blancs de la fermeté envers les plus jeunes. Sans nul doute, ils sauront utiliser les faits divers les plus sordides pour apporter de l'eau à leur moulin.

**Boris Savin**

## Contrôles d'identité : **discrimination et racisme ordinaires**

**Publiée le 24 juin, la dernière enquête sur l'accès aux droits, réalisée par Ipsos, révèle que les jeunes hommes noirs, arabes ou perçus comme tels sont en moyenne quatre fois plus contrôlés par les forces de police ou de gendarmerie.**

Les résultats de cette enquête, qui porte sur une période allant de 2016 à 2024, n'ont rien de surprenant. La précédente, sortie en 2016, indiquait déjà que les contrôles policiers visaient en priorité les mêmes jeunes. La même année, l'État français avait d'ailleurs été condamné pour discrimination, à la suite des plaintes de plusieurs personnes, noires et arabes, contrôlées de façon ciblée et répétée par la police dans le quartier de la Défense

à Paris. La Cour de cassation avait alors confirmé qu'en cas de soupçon de « contrôle au faciès », ce serait à l'administration de prouver qu'il n'y avait pas eu discrimination.

Mais, huit ans plus tard, la seule chose qui a changé est le nombre de contrôles, en hausse de 10 % d'après l'enquête. La police continue à cibler les personnes qu'elle contrôle non pas en fonction de leur comportement mais suivant leur couleur de peau et leur âge.

Le contrôle d'identité est un moyen pour la police d'instaurer un rapport de force et de montrer aux jeunes « qui commande ». C'est ainsi que des jeunes circulant dans leur quartier peuvent être contrôlés deux ou trois fois de suite par des policiers qui connaissent parfaitement leur identité ou qu'un autre rapporte avoir été contrôlé quatre fois en l'espace d'une heure trente de trajet dans les transports en commun de la région parisienne.

En 2012, le candidat « de gauche » Hollande avait promis de rendre obligatoire la délivrance par les policiers d'un récépissé lors des

contrôles d'identité, afin de lutter contre cette discrimination « au faciès ». Comme de juste, le candidat devenu président avait enterré cette mesure, jugée trop compliquée à mettre en place.

En mai des sénateurs socialistes, retrouvant subitement leurs valeurs de gauche une fois retournés dans l'opposition, ont

ressorti le récépissé des oubliettes dans une proposition de loi. Elle a, bien entendu, été rejetée par le Sénat et le gouvernement, où Retailleau et Darmanin rivalisent de démagogie sécuritaire et anti-immigrés, et encouragent ainsi les comportements discriminatoires et racistes de la police.

**Nadia Cantale**

### Beauvais : **70 personnes à la rue**

À Beauvais, chaque soir, plus de 70 personnes se pressent au rendez-vous du Samu social pour avoir un repas et tenter d'obtenir un hébergement pour la nuit. Seules quinze places sont ouvertes. C'est à peine suffisant pour procurer entre 22 heures et 6 heures un toit aux plus jeunes, tous les autres se retrouvant dans les ruines infectes d'une usine à l'abandon.

Pour dénoncer une fois de plus cette situation, le comité Solidarité migrants a écrit aux membres du conseil municipal et les a accueillis avec banderoles et tracts à leur arrivée à la séance du jeudi 19 juin.

Le comité a tenu à assister au conseil, banderole déployée, en silence car telle est la règle qu'a tenu à rappeler le maire de droite. Celui-ci a déroulé son ordre du jour sans un mot sur la question. Aucun conseiller de l'opposition de gauche (PCF, Génération.s, LFI) n'est intervenu. Seule une conseillère a tenu à afficher sa solidarité. Mais le public l'a fait aussi et a applaudi quand les membres du comité sont sortis au bout d'une heure en disant : « Nous rejoignons les personnes sans domicile », laissant les notables à leurs palabres.

**Correspondant LO**



MADINI/ART

## Fonction publique : **travailler plus pour gagner moins**

**La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a promis aux sénateurs qui l'interrogeaient sur le prochain budget que la masse salariale de l'État n'augmenterait pas de plus de 1,5 % en 2025.**

Cette hausse couvre tout juste l'évolution salariale des fonctionnaires liée aux avancements automatiques et à l'âge. La ministre ajoute : « *S'il y a des mesures sectorielles, elles sont financées par des réductions d'effectifs* », manière d'affirmer que, si certains fonctionnaires parviennent

à obtenir des augmentations de salaire, ce sera au détriment de leurs collègues.

Fin avril, Bayrou avait déjà écrit à ses ministres, déplorant que la masse salariale de l'État ait augmenté de 6,7 % en 2024 et appelant à « *renforcer la maîtrise des dépenses de masse salariale* ». Les fonctionnaires

n'ont pourtant pas vu leur salaire augmenter de 6,7 % en 2024 ! Le point d'indice, qui sert de base au calcul des salaires, a augmenté de 1,5 % seulement en juillet 2023. Le reste de la hausse s'explique par des changements d'échelon et le versement de primes, « prime de pouvoir d'achat » pour les salariés les moins bien payés ou encore prime JO. La moyenne des salaires dans la fonction publique se situe, d'après l'Insee, autour de 2 000 euros net

mensuels, et 18 % des travailleurs de la fonction publique sont payés moins de 1 650 euros. Et comme les prix continuent à augmenter, même si c'est à un rythme moins soutenu qu'il y a quelques mois, Bayrou et sa ministre annoncent aux travailleurs de la fonction publique qu'ils vont continuer à s'appauvrir.

Le gouvernement a également déclaré qu'il chercherait à réduire le nombre de fonctionnaires dans les mois à venir. Faire le même

travail en étant moins nombreux et moins bien payés, voilà donc ce qu'il promet aux 5,9 millions de travailleurs de la fonction publique, qui font tourner les écoles, les hôpitaux, les mairies et autres services indispensables à la population. Il réserve ses milliards aux subventions aux capitalistes, qu'il encourage, par ces annonces, à continuer à bloquer les salaires dans le secteur privé aussi.

**Claire Dunois**

## CAC 40 : l'orgie des profits

**Les actionnaires des entreprises du CAC 40, les 40 plus grandes cotées à la Bourse de Paris, ont de quoi se réjouir. Les bénéficiaires de celles-ci atteignent des records, 123 milliards d'euros pour 2024.**

Le record est tout juste dépassé par les 143 milliards d'euros de l'année précédente, 2023. Mais les actionnaires n'ont rien à craindre et ne risquent pas de se retrouver sur la paille. En effet les entreprises françaises sont les plus généreuses d'Europe pour leurs actionnaires à qui elles ont redistribué en 2024 pas moins de 54 % des

bénéfices sous forme de dividendes. Ce chiffre est en hausse régulière, puisqu'il n'était que de 45 % en 2021. Et même si, d'un secteur à l'autre des entreprises du CAC 40, les actionnaires peuvent être plus ou moins bien lotis, tous sont très largement arrosés par une véritable pluie d'argent.

Si les bénéfices et les dividendes explosent, c'est tout

simplement le résultat de la guerre féroce que les capitalistes mènent à leurs salariés. Alors que les milliards remplissent les coffres des actionnaires, ce sont des milliers d'emplois qui disparaissent dans tous les

secteurs. D'ailleurs chaque annonce d'un plan de licenciement est suivie d'une hausse de la cote en Bourse de l'entreprise concernée.

Ce sont les mêmes qui licencient à tour de bras et qui expliquent que les

travailleurs ne sont pas assez productifs par rapport à ceux des autres pays, ou que ce n'est pas à 64 ans qu'il faudrait prendre sa retraite mais bien plus tard. Les médias et autres experts comme ceux du COR (Conseil d'orientation des retraites) joignent leurs voix à ces campagnes, puisque le COR, dans son dernier rapport de juin 2025, estime qu'il faudrait atteindre un âge de départ de 66 ans et demi en... 2070, pour équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, comme s'il pouvait savoir ce que sera l'état du pays dans 35 ans !

Face à tous ces mensonges il faut inlassablement répéter que c'est la richesse des actionnaires qui fait la misère des salariés et que les milliards qui leur sont versés permettraient largement de combler la dette de l'État et le déficit de la Sécurité sociale.

**Cédric Duval**



## Impôts : arrangeants pour les riches

**Un rapport parlementaire du 18 juin, réalisé par des députés LFI et PCF, lève un coin du voile sur les arrangements conclus entre le ministère de l'Économie et les plus riches contribuables, ainsi qu'avec les grandes entreprises.**

En 2024, les accords auraient évité aux bénéficiaires de payer 1,86 milliard d'euros. Un dispositif fiscal permet en effet, à ceux qui le connaissent et qui en ont les moyens, de négocier avec Bercy des « accords amiables ». Pour éviter un redressement fiscal ou un procès, riches particuliers et grosses entreprises, comme L'Oréal, Lactalis, Amazon, Kering ou Google, sont prêts à déboursier quelques millions. L'opération peut être fructueuse puisque, en 2024, sur 2,6 milliards que le fisc leur réclamait, les groupes n'ont versé que 740 millions. Il n'est donc pas étonnant que les dossiers se multiplient : ils ont triplé en six ans. L'an

dernier, 300 accords de ce genre ont été passés, dans le plus grand secret. Depuis 2019, les ristournes accordées par l'administration s'élèveraient à 7,5 milliards.

Le ministère de l'Économie justifie ces accords en prétendant que, faute de moyens pour contrôler les déclarations et opérer des redressements, il serait plus économique de négocier. Il est vrai que les règles fiscales sont compliquées, et c'est d'ailleurs grâce à cela que les capitalistes peuvent y échapper. Ils paient des cabinets spécialisés dans la très légale « optimisation fiscale », capables de faire des montages financiers permettant de payer moins d'impôt.

Les députés à l'origine du rapport dénoncent l'absence d'« égalité devant l'impôt » du fait de ces pratiques. Mais comment pourrait-il y avoir une égalité, que ce soit devant l'impôt ou devant la loi en général, dans une société foncièrement inégalitaire, divisée en classes et fondée sur l'exploitation ? Quant à l'État, son rôle n'est pas de combattre les inégalités, au contraire il les entretient et les aggrave. Il est entièrement au service des capitalistes et des plus riches, qui ont droit à tous les égards, contrairement aux travailleurs et aux classes populaires.

**Camille Paglieri**

**Lisez**  
**Lutte de classe,**  
revue de l'Union communiste internationaliste

**Au sommaire du n° 249 (juillet-août 2025)**

- De Gaza à l'Iran, les guerres impérialistes de Netanyahu
- Trump, la guerre commerciale et l'économie américaine
- La course aux armements en Italie
- Nestlé, une multinationale en eaux troubles
- Michelin - Cholet : retour sur une lutte contre les licenciements
- Haïti et la dette extorquée par la France en 1825
- Frantz Fanon, de la révolte au nationalisme

Prix : 3 euros – Envoi contre cinq timbres.



## Bouilloires thermiques : **un mépris étouffant**

**Alors que les épisodes de canicule se multiplient, des millions de personnes vivent dans de véritables bouilloires thermiques, des logements où il est impossible de garder de la fraîcheur.**

Dans les HLM, 40 % des habitants disent souffrir de la chaleur l'été, parfois tout simplement parce que les appartements ne comportent pas de volets : selon une enquête de l'Agence nationale de contrôle du logement social publiée en décembre, 13 % des foyers sondés n'avaient ni volet, ni brise-soleil. 20 % d'entre eux, particulièrement dans les petits logements, ne peuvent pas créer de courant d'air en raison de la configuration de leur appartement. Quant aux logements privés, ils ne valent pas toujours mieux : le manque de volets, les revêtements qui concentrent la chaleur comme le zinc des toits parisiens, les appartements exigus ne permettant

pas une réelle aération, condamnent bien des habitants à subir des températures insupportables malgré des loyers ou des prix élevés. Les bouilloires thermiques sont d'ailleurs bien souvent aussi des passoires l'hiver et les mêmes foyers modestes souffrent en alternance de la chaleur et du froid. Les plus pauvres sont les premières victimes : d'après la Fondation pour le logement (ex-Fondation Abbé-Pierre), 37 % des ménages modestes déclarent souffrir de la chaleur dans leur logement, contre 20 % des ménages plus aisés.

Les solutions sont pourtant connues. Isoler les murs, poser des protections solaires, ou encore végétaliser les façades, les cours

d'immeuble et les rues, sont autant de mesures efficaces. Mais le budget de la rénovation énergétique est loin des besoins : alors qu'Élisabeth Borne, lorsqu'elle était Première ministre, avait promis que l'État financerait 200 000 rénovations globales de logements par an, seules 91 000 ont été assurées en 2024. Dernièrement, le gouvernement a suspendu les subventions aux rénovations d'ampleur par le dispositif MaPrimeRénov' et n'a maintenu les aides que pour les petits travaux, souvent insuffisants pour résoudre vraiment le problème.

Tout le monde sait que les épisodes de canicule vont se multiplier en raison du réchauffement de la planète. D'ailleurs, d'après la Fondation pour le logement, le nombre de personnes vivant dans des logements trop chauds a augmenté de

26 % depuis 2013. Cette proportion ne peut qu'augmenter dans les années à venir, puisque la lutte contre le réchauffement climatique se résume à organiser des sommets suivis de communiqués constatant que la situation est grave et qu'il faudrait faire quelque chose, sans jamais y consacrer les moyens nécessaires. Il est vrai que cela

ne préoccupe ni les industriels du bâtiment, que la construction de logements de bonne qualité à des prix accessibles aux classes populaires n'intéresse pas, ni le gouvernement, qui se soucie davantage de financer l'armée que de faire baisser la température dans les appartements surchauffés des travailleurs.

Claire Dunois

## Sport à l'école : très loin d'être olympique



**Le 23 juin, à l'occasion de la Journée olympique, le Syndicat national de l'éducation physique, le Snep FSU, a publié les résultats d'une enquête menée auprès de 3 744 établissements du secondaire, soit près de la moitié des collèges et lycées en France.**

L'enquête montre l'impossibilité pour les jeunes de faire du sport dans de bonnes conditions. Selon elle, 49 % des établissements sont à considérer en « situation d'urgence », soit parce qu'il faudrait faire d'importantes rénovations, soit que, les équipements étant inexistantes, il faudrait en construire massivement. 230 000 élèves n'ont en effet pas accès à un gymnase. « Nos gymnases sont nos classes. On n'imagine pas un prof de physique qui n'a pas assez de paillasse. Pour nous, c'est pareil, on ne peut pas travailler avec des installations mauvaises ou pas du tout d'installations sportives », déplore Coralie Benech, cosecraire générale du Snep-FSU. 450 000 élèves perdent ainsi plus de trente minutes par cours en raison de l'éloignement des équipements, qui ampute le temps d'apprentissage. 500 000 élèves ne peuvent bénéficier

d'un apprentissage de la nage car ils n'ont pas accès à une piscine. Il manquerait au moins mille piscines au parc aquatique, vétuste. Chaque année, on déplore des cas de noyade de jeunes n'ayant pas appris à nager.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les enfants des classes populaires sont les plus défavorisés, car, pour eux, l'école est le premier lieu de pratiques sportives. Dans le domaine des équipements, les inégalités sont particulièrement criantes. Ainsi Mayotte ne dispose que de 12 équipements pour 10 000 habitants, la Seine-Saint-Denis de 15,3, contrairement aux Hautes-Alpes, qui en disposent de 208.

On voit ce qu'il en est des promesses faites par le gouvernement il y a un an, qui lors des Jeux olympiques prétendait faire de l'accès au sport une priorité nationale.

Aline Retesse

## Collège Arche-Guédon – Torcy : en grève contre les classes surchargées

**Jeudi 19 juin, à Torcy, en Seine-et-Marne, la quasi-totalité des enseignants du collège de l'Arche-Guédon étaient en grève. Ils protestent contre les effectifs prévus pour la rentrée 2025 : 30 élèves par classe en 3<sup>e</sup>, auxquels s'ajouteront les redoublants ; 29 élèves par classe en 4<sup>e</sup> ; 27 en 6<sup>e</sup>.**

Ces effectifs sont d'autant plus scandaleux qu'ils incluent des élèves en situation de handicap et des élèves à besoins particuliers, dont le nombre augmente chaque année. Pour éviter cette catastrophe annoncée, les enseignants réclament l'ouverture de deux classes supplémentaires. Le 19 juin au matin, une trentaine de personnes – enseignants en grève, CPE, surveillante, ainsi que des élèves et parents d'élèves alertés par un tract distribué la veille – se sont rassemblées sur le

parvis du collège. Aux côtés des enseignants, les parents ont répondu aux questions de la presse locale. Dans la foulée, 17 grévistes se sont rendus à Melun pour être reçus en urgence par la DSDEN (direction des services départementaux de l'Éducation nationale). Arrivés sur place, ils ont fait un maximum de bruit, avec sifflets, tambour et vuvuzela, encouragés par les klaxons solidaires des automobilistes à la vue de la banderole « Classes surchargées, élèves en danger ! » Au bout

d'une heure, un cadre du rectorat a fini par descendre leur donner un rendez-vous pour le mardi suivant.

Vendredi 20 juin, l'immense majorité des parents d'élèves ont prolongé la grève des enseignants en n'envoyant pas leurs enfants au collège, s'associant ainsi à la protestation collective. Le même jour, le maire (PS) de Torcy a écrit à la direction de la DSDEN pour appuyer les revendications des enseignants.

En attendant la réponse de l'inspection académique sur l'ouverture des deux classes supplémentaires, enseignants et parents d'élèves restent mobilisés et vigilants : 30 élèves par classe, c'est non !

Correspondant LO



# Moyen-Orient: l'impérialisme américain impose sa loi

En bombardant trois ensembles d'installations nucléaires, les États-Unis ont voulu faire une démonstration de leurs capacités militaires et de leur détermination à soumettre tous les États du Moyen-Orient.



Image satellite du site d'enrichissement nucléaire d'Ispahan, le 16 et le 22 juin, avant et après le bombardement américain.

Le récit selon lequel l'attaque israélienne contre l'Iran était une initiative de Netanyahu, qui n'aurait fait

« qu'informer » Trump, n'aura pas tenu. La guerre déclenchée le 13 juin est bien une guerre de l'impérialisme le

plus puissant du monde pour affaiblir, sinon soumettre, le régime des Ayatollahs. Préparée entre les états-majors militaires américains et israéliens, elle fait suite aux bouleversements engendrés au Moyen-Orient par les guerres israéliennes depuis le 7 octobre 2023.

La république islamique a été affaiblie par les coups successifs portés à ses alliés régionaux : la traque du Hamas palestinien, la décapitation du Hezbollah libanais, la chute du régime syrien de Bachar el Assad, les frappes contre les Houthis du Yémen, précédées par les raids israéliens contre l'Iran, en avril puis juillet 2024. Au-delà de la personnalité et des calculs politiques respectifs de Netanyahu et de Trump, les dirigeants de l'appareil d'État américain, en particulier ceux de l'armée, y ont vu l'opportunité de frapper un régime qui ne leur est pas assez soumis.

Au prix de milliers de morts supplémentaires et de lourdes destructions, au risque d'aggraver le chaos de cette région ravagée depuis des décennies par leurs interventions précédentes, au risque de réchauffer tous les points chauds dans le monde, les dirigeants impérialistes ont décidé de « redessiner la carte du Moyen-Orient », selon l'expression fanfaronne

de Netanyahu. Pour l'heure, ils semblent y parvenir sans rencontrer d'obstacles, ni du côté des peuples, ni du côté des États.

Il est notable que la Russie et la Chine, deux pays alliés de l'Iran, qui maintiennent des relations commerciales et diplomatiques avec lui malgré l'embargo américain, se contentent de condamnations verbales. D'ailleurs, pendant que Trump et Netanyahu frappent l'Iran, Poutine intensifie ses attaques contre l'Ukraine. Quant à la Chine, elle n'est pas en situation de contester, par les armes, la suprématie que l'impérialisme américain entend réaffirmer au Moyen-Orient et elle reste sur une position globalement défensive face à l'agressivité des États-Unis.

L'un des objectifs des bombardements américains en Iran est précisément de montrer au monde entier, et notamment à la Chine, les capacités de l'armée états-unienne. En décrivant par le menu le périple des avions furtifs B2 et les caractéristiques de la bombe GBU-57 avec ses 13 tonnes d'explosif, le général américain Dan Cain voulait envoyer au monde entier le message suivant : « Voilà de quoi nous sommes capables ! »

Les dirigeants des États-Unis et d'Israël, tout à leurs vantardises, n'hésitent pas à

dire qu'ils vont maintenant pouvoir remodeler le Moyen-Orient à leur guise, voire y instaurer démocratie et prospérité. Ils ne croient sans doute pas eux-mêmes à leurs propres discours. Au fond, leur seule politique, de Gaza au Liban et à l'Iran, consiste à écraser les peuples sous des tonnes de bombes et à détruire leurs moyens de vivre, sans le moindre projet pour la suite. On en a vu le résultat en Irak, en Libye, en Syrie, où le chaos a suivi leurs interventions. L'ordre que voudrait instaurer l'impérialisme est un ordre colonial de la pire espèce

Ni à Gaza ni en Iran, cette politique du gros bâton n'engendrera une paix durable et la stabilité. En Irak et en Syrie, elle a favorisé l'émergence des seigneurs de guerre et les tendances les plus réactionnaires, comme Daesh, ainsi que de véritables guerres civiles. C'est d'ailleurs sans doute la crainte d'une évolution du même genre qui rend aujourd'hui Trump plus prudent à l'égard du régime iranien, qu'il a assuré ne pas vouloir abattre. Mais en compagnie de Netanyahu il ne fera à terme qu'allumer de nouvelles révoltes qui rendront le Moyen-Orient encore plus incontrôlable.

Xavier Lachau

## Trump et le régime iranien : adversaires et complices

Nul ne peut savoir quelles péripéties pourraient suivre l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Iran. Mais au moment où, dans la nuit du 23 juin, Trump annonçait un cessez-le-feu, il a tenu à féliciter l'Iran d'avoir prévenu de l'envoi de missiles contre une base des États-Unis au Qatar, que l'armée américaine a donc pu neutraliser sans problème.

Le geste éclaire les relations complexes que les États-Unis entretiennent depuis toujours avec les mollahs et la république islamique d'Iran. Adversaires résolus sur le plan politique, ils peuvent être aussi alliés pour le maintien de l'ordre social.

Cela s'est illustré dès la mise en place de la République islamique en 1979. Lorsqu'en 1978, la révolte du peuple iranien s'est développée contre la dictature du shah, sa mobilisation a commencé à se transformer en révolution et à désintégrer des éléments de l'armée. Le retour précipité

en Iran de l'opposant le plus célèbre, réfugié en France, Khomeiny, chef des religieux chiites, a permis de contenir cette révolution populaire et de la désarmer politiquement et matériellement. Ainsi, Khomeiny, ses mollahs et sa nouvelle garde prétorienne, se sont imposés comme les nouveaux maîtres de l'Iran, garants de l'ordre, en particulier contre la classe ouvrière.

Aujourd'hui, si l'impérialisme américain a participé à l'attaque contre l'Iran, il ne peut que s'inquiéter de ce qui se produirait si la République islamique venait



Travailleurs du gaz et du pétrole en grève pour de meilleures conditions, en juin 2024.

à s'écrouler. Même sous une dictature féroce, les travailleurs et les masses pauvres iraniennes n'ont jamais cessé de se battre. De nombreux

travailleurs ont fait grève, dans de nombreux secteurs, affrontant avec détermination les forces de répression. La lutte des femmes pour

leurs droits s'est transformée à plusieurs reprises en affrontement avec le pouvoir.

Aussi, les dirigeants de l'impérialisme et leur petit larbin Netanyahu, au-delà de leurs rododromades, ne peuvent que se demander comment ils feraient au cas où le régime s'écroulerait, pour gouverner ce pays de 90 millions d'habitants, à la population et au prolétariat combattifs. À tout prendre, mieux vaudrait pour eux s'appuyer sur un régime islamique, dont ils auraient réduit les prétentions, mais pas les moyens de répression.

Au contraire, pour les masses populaires du Moyen-Orient, c'est le prolétariat qui pourra constituer un espoir s'il sait lutter pour instaurer son propre pouvoir contre les bourgeois iraniens et contre l'impérialisme.

Paul Sorel

## Armement nucléaire : d'où vient la menace ?

« Notre objectif est de détruire la capacité d'enrichissement de l'uranium de l'Iran et de mettre fin à la menace nucléaire posée par le premier État soutenant le terrorisme dans le monde », a déclaré Trump le 21 juin en se félicitant du succès des bombardements de trois sites nucléaires iraniens : Ispahan, Natanz et Fordo, le principal site d'enrichissement d'uranium.

De son côté, le Premier ministre israélien, Netanyahu, n'a cessé de répéter que le nucléaire iranien représentait une menace « existentielle » pour Israël. Tous les dirigeants européens, Macron en tête, ont repris la même propagande. Les médias ont rempli leurs émissions et articles de chiffres et de citations pour évaluer si ce pays est en train ou non d'enrichir l'uranium à un taux qui permette de fabriquer des bombes atomiques. Mais que ce soit ou non le cas importe peu. On se souvient que pour justifier l'intervention américaine

en Irak en 2003, le président américain de l'époque, Bush, avait accusé Saddam Hussein de cacher des armes de destruction massives. La suite a montré qu'elles n'avaient jamais existé. Toute la propagande actuelle ne sert qu'à justifier le déclenchement de la guerre.

Mais surtout les dirigeants qui accusent l'Iran d'être la plus grande menace nucléaire sont aussi ceux qui disposent d'un arsenal nucléaire capable de faire sauter plusieurs fois la planète. Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne, se sont

eux-mêmes arrogé le droit de faire la police parmi tous les autres et de décider qui peut avoir accès ou pas, non seulement à l'arme atomique, mais à la technologie nucléaire. En même temps, ils sont ceux qui ont déjà utilisé la bombe atomique. Il y a ceux qui se sont livrés à des tirs d'essai, comme la France. Entre 1960 et 1996, elle a procédé à 210 essais nucléaires dans le Sahara algérien, puis en Polynésie, exposant des centaines de milliers de civils aux radiations.

Quant aux États-Unis, ils sont le seul pays à avoir vraiment utilisé la bombe atomique. Le 6 août 1945, une bombe atomique larguée par un avion de l'armée américaine sur la ville de Hiroshima au Japon tuait d'un coup 140 000 des 340 000 habitants de la ville. Trois jours plus tard, une seconde bombe



IMPERIAL WAR MUSEUMS

Hiroshima après la bombe.

atomique tuait 74 000 des 240 000 habitants de Nagasaki. À ces 214 000 morts, il faut ajouter les dizaines de milliers de survivants qui périrent au cours des mois et des années suivantes, des suites des « pluies noires » toxiques produites par l'explosion.

La véritable menace exis-

tentielle pour la population de l'ensemble de la planète vient du système de domination impérialiste dont les dirigeants, les Trump et les Macron, sont les défenseurs en même temps que les possesseurs de l'arme atomique.

**Aline Retesse**

## Israël : Netanyahu serviteur de l'impérialisme

Les bombardements américains en Iran ont suscité l'admiration de Netanyahu et de ses partisans. À Tel-Aviv, un énorme affichage avec la photo de Trump disait : « Merci monsieur le président ».

Dans ses remerciements à Trump, le dirigeant israélien est allé loin dans la bassesse. « Israël a accompli des choses vraiment extraordinaires, a-t-il dit, mais dans l'action de ce soir contre les installations nucléaires de l'Iran, l'Amérique s'est montrée véritablement sans égale » et « a fait ce qu'aucun autre pays au monde ne pourrait faire ». Et il a continué : « Le président Trump et moi disons souvent : la paix par la force. D'abord vient la force, ensuite vient la paix. Et, ce soir, le président Trump et les États-Unis ont agi avec beaucoup de force. »

Depuis la naissance de l'État d'Israël, ses dirigeants

ont fait le choix, comme bien d'autres, de se mettre au service des puissances

impérialistes, et des États-Unis en particulier. Ils ont transformé leur propre population en troupe de réserve permanente pour la défense des intérêts des grandes puissances au Proche-Orient. Les remerciements dégoulinants



Tel-Aviv, le 22 juin.

AHMAD GHARABLI AFP

de Netanyahu à l'égard de Trump ne font que rappeler à quel point la situation d'Israël est dépendante de la politique des États-Unis.

Aujourd'hui, ce sont les populations attaquées par Israël qui sont les victimes de cette politique, à commencer par la population palestinienne de la bande de Gaza qui survit au milieu des décombres et subit une famine grandissante. Pendant que Trump envoyait ses bombardiers en Iran, les massacres continuaient. Gaza ne comporte presque plus de terres cultivables car l'immense majorité de celles-ci se situe dans la zone tampon contrôlée par l'armée israélienne. La population ne peut survivre qu'avec l'aide humanitaire, désormais contrôlée par une officine directement

tenue par le gouvernement israélien avec des mercenaires américains. En moins d'un mois, près de 400 Palestiniens, femmes et enfants compris, ont été tués par l'armée israélienne devant ces centres de distributions.

La politique de soumission des dirigeants israéliens aux intérêts de l'impérialisme ne peut que se retourner contre la population israélienne. C'est elle qui doit endosser le rôle d'armée de répression et c'est elle qui sera la cible de la haine croissante générée dans toute la région par la politique de Netanyahu et Trump. La paix dont ces deux-là osent parler, les mains ensanglantées, n'existera pour aucune population de la région.

**Pierre Royan**

## Arabie saoudite : exécution d'un journaliste

L'Arabie saoudite a exécuté le 14 juin le journaliste Turki al-Jasser, qui était en prison depuis sept ans. Il avait été condamné pour haute trahison à cause de son blog sur Internet, où il traitait de sujets sensibles tels que le soutien aux Palestiniens et la cause des femmes,

mais surtout il avait enquêté sur la corruption de la famille royale. Selon Reporters sans frontières (RSF), 19 journalistes seraient actuellement emprisonnés en Arabie saoudite sous des prétextes similaires.

La monarchie obscurantiste saoudienne, qui ne

tolère aucune critique, est un allié des États-Unis ; elle est aussi cliente de la France. Des journalistes ou des opposants peuvent donc y être embastillés puis exécutés sans que cela fasse se lever un sourcil à Trump ou Macron.

**E.G.**

## Manifestons contre l'agression impérialiste

Des rassemblements sont organisés pour protester contre l'agression impérialiste au Moyen-Orient et dénoncer la poursuite du génocide à Gaza.

Lutte ouvrière s'associe à ces protestations et appelle ses militants et sympathisants à y participer, notamment à celui organisé **jeudi 26 juin de 18 heures à 21 heures à la Fontaine des Innocents à Paris 1<sup>er</sup>**, métro et RER Châtelet-Les Halles.

## Italie : les travailleurs du textile luttent pour leurs droits

Alors que les médias s'extasient sur la belle santé de l'économie italienne, basée sur l'existence de « districts industriels », louant les performances et les innovations de centaines de PME pleines d'initiative, la grève des ouvriers de l'un de ces fameux districts éclaire d'un jour bien différent ce « miracle à l'italienne ».

Autour de Prato, en Toscane, le « district du textile » est l'un des plus grands du pays. 50 000 personnes y travaillent pour le prêt-à-porter à bas coût « made in Italy », dans des conditions proches de celles du 19<sup>e</sup> siècle. Plus de 2 000 usines, souvent vétustes, font travailler des ouvriers immigrés, pour la plupart chinois, bangladais, pakistanais ou afghans, sept jours sur sept, pour des journées de 12 heures et des salaires n'atteignant pas les 1 000 euros. Les arrêts maladie ou les jours de congé

n'y existent pas plus que les garanties d'un minimum de sécurité au travail.

Ces travailleurs, souvent sans papiers et sans contrat, sont exploités par des sous-traitants en cascade, parmi lesquels des patrons chinois d'ateliers de coupe, d'impression ou de façonnage, qui écoulent leur production vers de plus grandes enseignes. Les travailleurs chinois subissent quant à eux une double pression : souvent endettés auprès des patrons qui les ont fait venir en Italie, ils sont logés par

eux, parfois dans des dortoirs accolés aux ateliers. Une illustration de leur situation avait été donnée en 2013, lorsque cinq hommes et deux femmes qui vivaient et travaillaient dans l'un de ces ateliers étaient morts dans l'incendie du bâtiment, provoqué par un dysfonctionnement du système électrique.

La précarité et la surexploitation n'ont pas empêché ces ouvriers de s'organiser pour défendre ensemble leurs droits. Depuis des années, le syndicat SUDD (syndicat unitaire démocratie et dignité), affilié au réseau Cobas des syndicats de base, cherche à organiser ces travailleurs, qui sont déjà parvenus à arracher dans plusieurs ateliers des contrats établissant la semaine de 40 heures.

À partir d'avril, ils ont lancé leur mouvement baptisé « printemps 8x5 », pour revendiquer la semaine de cinq journées de huit heures. Regroupés autour du mot d'ordre « Collègues d'une seule et même usine, camarades d'une seule et même lutte », les travailleurs d'ateliers ne comptant pas plus de 20 ou 30 personnes se sont unis pour se lancer dans la grève autour du pont du 2 juin, journée



SUDD COBAS

fériée de la Fête de la République. Un double symbole puisque ce jour férié était dans ces ateliers une journée de travail de 12 heures comme une autre.

Alors qu'une grève précédente, en octobre 2024, avait vu un piquet violemment attaqué par une équipe de gros bras italiens, les travailleurs ne se laissent pas intimider. Pour s'adresser à leurs camarades chinois, davantage sous la coupe des patrons d'ateliers, ils ont rédigé des tracts dans leur langue. En quatre jours, la grève a touché 28 usines, devant lesquelles les grévistes ont organisé des piquets dynamiques. La mobilisation de centaines

de travailleurs du district a abouti à la signature de contrats « 8x5 » dans 24 de ces bagnes-usines, et à des augmentations de salaire permettant enfin de passer la barre des 1 000 euros.

Ces premiers résultats sont un encouragement pour tous ceux qui subissent la loi de la « jungle de Prato » et une démonstration que les travailleurs les plus exploités peuvent aussi être les plus combattifs. Ils envisagent d'ailleurs de « prolonger » ce printemps de lutte pour arracher la victoire là où les patrons n'ont pas encore cédé et étendre le mouvement à d'autres ateliers du secteur.

Nadia Cantale



SUDD COBAS

« 12 heures de travail, ça suffit ! 8x5 et la vie est plus belle »

## Diamants : un bilan pas brillant

Face à la concurrence des diamants synthétiques à moindre coût, la République démocratique du Congo (RDC), le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, l'Angola, viennent de s'engager à consacrer 1 % des revenus liés à la vente de diamants à la promotion et à la commercialisation des diamants naturels.

Ces pays vont donc aider les grosses entreprises de ce secteur, qui n'en ont pourtant vraiment pas besoin, tant elles sont riches.

Environ 65 % des diamants naturels viennent d'Afrique, et les revenus liés aux diamants représentent souvent une forte partie du budget des États producteurs, par exemple 30 % au Botswana. La baisse des ventes peut donc être une catastrophe pour eux.

Mais l'argent consacré par les États africains à aider les multinationales sera prélevé sur des populations déjà très pauvres. La RDC, signataire de l'accord, est un des pays les plus pauvres du monde, avec un PIB par habitant de 238 dollars en 2023, le 205<sup>e</sup> sur 213 pays, selon la Banque mondiale.

Le Conseil du diamant naturel, qui organise cette opération marketing, est présenté par la presse

comme une organisation à but non lucratif. Mais il est dirigé par des responsables de multinationales productrices de diamants telles que De Beers ou Rio Tinto, dont le but est bien la recherche du profit maximum.

En même temps qu'elles cherchent à enrayer la baisse de leurs ventes, ces entreprises s'en sont prises ces derniers mois aux travailleurs du diamant en diminuant la production, fermant des mines, et supprimant des emplois.

Les diamants sont peut-être éternels. Mais le pouvoir de ces grandes entreprises capitalistes ne le sera pas !

Hélène Comte

## Comédie romantique à Venise

Le milliardaire patron d'Amazon, Jeff Bezos, a décidé de fêter son mariage à Venise, du 26 au 28 juin. Et comme, quand on aime, on ne compte pas, il n'a pas regardé à la dépense pour ce week-end romantique, dont le coût est estimé entre 10 et 30 millions de dollars.

Tandis que huit méga yachts viendront s'amarner dans la lagune, 90 jets et autres avions privés transporteront une partie des 200 invités VIP vers la Sérénissime, faisant sans doute du mariage de Bezos le plus désastreux en termes de bilan carbone.

Devant cette débauche de dollars, un Comité du non s'est mis en place pour dénoncer la privatisation de la ville par les ultra-riches. Mais, au contraire, le président de la région Vénétie, Luca Zaia, l'un des dirigeants de la Ligue d'extrême droite, accueille à bras ouverts le

milliardaire au nom de la visibilité qu'il donnera à la ville ! Il est vrai que Venise, qui voit passer chaque jour une moyenne de 65 000 touristes, manquait de notoriété...

Pour faire un geste et prendre en compte la « grave situation internationale », Bezos a renoncé à se déplacer avec son voilier de 127 mètres de long, le *Koru*, et son maxi yacht d'appui, l'*Abeona*, sorte de « navire-garage » à bord duquel voyagent les voitures préférées du milliardaire, sans oublier l'hélicoptère et les motos des mers. Il a même décidé de faire un chèque d'un million de dollars au centre d'études de la lagune.

Il y a de quoi souhaiter que les mariés et leurs invités avalent de travers leurs coupes de champagne et s'étouffent avec leurs petits fours.

N.C.

## Michelin – Cholet : 55 ans d'exploitation

L'usine Michelin de Cholet est sur le point de fermer : les derniers pneus ont été produits, et les derniers mélanges de gomme vont suivre bientôt.

Sur 955 salariés, 82 sont en partance vers d'autres usines du groupe, où ils espèrent ne pas connaître un nouveau « plan social », et 167 ont trouvé un CDI ailleurs, souvent pour un salaire inférieur. Quant à la majorité des travailleurs, ils vont être licenciés par centaines en juillet et par dizaines en novembre, quand fermera l'atelier gomme. Parmi eux, certains vont démarrer une formation ou essayer de monter leur petite entreprise, d'autres partir à la recherche d'un emploi, avec ce que cela suppose d'inquiétude.

Et il y a les 117 préretraités, qui ne savent pas encore ce que Michelin va leur demander de faire pendant le premier tiers du temps qui

les sépare de la retraite, où ils sont censés travailler et garder leur salaire. Au bout de ce tiers-temps, la période de dispense d'activité sera rémunérée à 75 %, ce qui fera une grosse perte avant même de toucher sa pension. Mais puisque l'usine ne produit plus, Michelin n'aura pas besoin d'eux longtemps et beaucoup se disent que la direction va vouloir arrêter leur tiers-temps, donc leur faire perdre de l'argent plus tôt. Ce serait un sale coup de plus, qu'ils sont nombreux à ne pas vouloir laisser passer sans répondre.

Cela n'empêche pas la direction de jouer au patron social et humaniste : elle organise une exposition sur l'histoire de l'usine, « 55 ans d'une



En manifestation au siège à Clermont-Ferrand, le 4 février.

histoire humaine », autour du dernier pneu produit, et invite les salariés à y partager leurs bons souvenirs sur ces années d'exploitation. Accidents, épaules ou dos en vrac, licenciements pour inaptitude, semaines du matin de 48 heures, horaires en 3 × 8 voire en 4 × 8, noir de carbone qui ne part pas à la douche... les souvenirs des travailleurs ne manquent pas, loin du

discours ripoliné de Michelin. Alors ils ne vont pas se bousculer pour un pot de départ avec le directeur et la DRH qui, depuis des mois, les poussent vers la sortie avec la complicité de l'État.

Dans le camp d'en face, les travailleurs réunis autour du comité de lutte, qui ont fait vivre la mobilisation contre les licenciements à partir de novembre

2024, préparaient un barbecue devant l'usine pour le samedi 5 juillet. Ils ne verseront pas de larmes sur ce fameux dernier pneu qui émeut tant la direction : comme il est écrit dans le tract du comité distribué les 24 et 25 juin, c'est « la camaraderie au boulot et pendant la bagarre » qu'ils célébreront !

Correspondant LO

## La Barre Thomas – Rennes : encore revendue !

L'usine de la Barre Thomas à Rennes compte 260 travailleurs qui produisent des pièces automobiles en caoutchouc et en plastique.

La Barre Thomas a été construite dans les années 1950 par Citroën et a compté jusqu'à 3 000 travailleurs au début des années 2000 : elle fournissait des pièces pour le groupe Citroën, devenu PSA, puis Stellantis aujourd'hui. L'usine a été revendue par PSA au groupe Gomma, puis à Silver Point, un fonds d'investissement américain, puis à Cooper, pour appartenir finalement aujourd'hui au groupe allemand Continental. Industriels ou financiers, français, italiens, américains ou allemands, tous ces trusts se sont succédé pour racheter

l'usine et supprimer des emplois.

Aujourd'hui, l'usine a perdu les commandes du groupe Stellantis, qui représentait la majorité de son chiffre d'affaires. Son propriétaire, Continental, vient d'annoncer qu'elle sera de nouveau vendue, au plus tard le premier janvier 2026, à un autre groupe. En effet, Continental a décidé de vendre la partie du groupe qui fabrique des pièces pour l'automobile : cela représente des dizaines d'usines partout dans le monde et des dizaines de milliers de travailleurs.

Autant dire que l'usine de la Barre Thomas, dont le site était envisagé par le milliardaire Pinault pour construire un stade de football pour le Stade Rennais, est condamnée tout autant que l'usine Stellantis de Poissy, où le Paris Saint-Germain envisage lui aussi de construire un stade.

Il faut interdire les licenciements et, s'il y a moins de travail, il faut diminuer les cadences et maintenir les salaires en prenant sur les profits gigantesques de Stellantis, qui est responsable de ces catastrophes et qui a pourtant toujours eu le soutien de l'État et des politiciens locaux.

Correspondant LO

## Vignes de Champagne : des traitements inhumains

Jeudi 19 juin s'est tenu au tribunal correctionnel de Châlons-en-Champagne un procès pour traite d'êtres humains. Les victimes sont une cinquantaine de vendangeurs, souvent sans papiers, et les accusés la gérante d'Anavim, une société de prestations viticoles, et deux hommes présentés comme ses recruteurs de main-d'œuvre.

Les 57 vendangeurs, venus de différents pays africains, étaient hébergés dans un bâtiment abandonné, sur des matelas de fortune ; les sanitaires, les toilettes étaient dans un état répugnant ; les installations électriques, dangereuses ; ils manquaient de nourriture et d'eau. Pour des journées de travail d'au minimum dix heures, ils n'avaient droit qu'à une pause-déjeuner de 30 minutes et à un salaire de misère. Ils ont eux-mêmes déclaré avoir été traités « comme des esclaves ». En septembre 2023, c'est un contrôle réalisé par l'inspection du travail qui avait finalement fait fermer cet hébergement.

Le tribunal a requis quatre ans de prison, dont deux ferme, pour la gérante

et trois ans dont un ferme contre les recruteurs ainsi que la dissolution d'Anavim et une amende de 200 000 euros pour une coopérative agricole ayant profité de ses prestations très bon marché.

Il a fallu presque deux ans pour que ce procès se tienne, sans qu'on sache ce qu'il en résultera pour les victimes. Quant à l'effet dissuasif sur d'autres margoulin, de petits trafiquants prêts à exploiter la misère de plus pauvres qu'eux, on peut en douter tant ces trafics sont le fruit de tout le système.

Le Comité Champagne, qui représente des milliers de vignerons, plus de cent coopératives et surtout les 370 maisons de champagne qui tiennent le haut du pavé, s'était porté partie civile « pour mettre fin à ces faits ». Bel exemple de conscience tardive !

En réalité, à moins d'un scandale, dans les vignes comme ailleurs, grosses fortunes et autorités ferment les yeux sur les abus dès qu'il s'agit de travailleurs vulnérables, voire sans papiers... indispensables à l'économie.

Sylvie Maréchal



Lors d'une des multiples restructurations.

## Renault Ampere ElectriCity : face aux attaques patronales

La direction d'Ampere, la branche électrique du groupe Renault, qui regroupe les sites de Douai, Maubeuge et Ruitz, dit négocier en ce moment avec les syndicats une nouvelle organisation du travail. En fait, il s'agit d'un catalogue de mesures qui vont toutes dans le même sens : faire plus de profit en faisant des économies sur les coûts de production.

À Douai, deux équipes sortent chacune 53 véhicules par heure. C'est une course éreintante et d'autant plus intenable qu'il commence à faire de plus en plus chaud sur chaîne. Mais la direction annonce qu'elle veut encore plus de voitures par heure sans

embauche supplémentaire. Elle veut aussi augmenter la durée du travail de 10 minutes chaque jour, et avoir la possibilité de prolonger « l'overtime » qu'elle a désormais imposé dans l'usine. Déjà, les pressions pour venir une heure plus tôt ou partir plus tard sont

nombreuses, et bien sûr en particulier sur les intérimaires et les salariés en contrat temporaire.

Renault veut diminuer les pauses. Les cercles de qualité qui se réunissaient sur le temps de travail seront supprimés. Voilà comment on augmente la production sans embaucher et sans augmenter les salaires.

Pour essayer de faire accepter cela, Renault présente une série de calculs compliqués pour démontrer que tout serait compensé par une prime annuelle

unique mais améliorée. De combien ? Ce n'est pas dit. Et personne n'y croit vraiment car d'autres mesures d'économies sont annoncées. Renault ne paierait plus la journée de Saint-Éloi, fériée dans certaines conventions collectives de la métallurgie, et diminuerait la majoration des jours fériés qui passerait de 225 % à 175 %.

Dans l'usine, cela entraîne des discussions, d'autant plus que les syndicats mènent une campagne commune contre les reculs.

Il s'agit surtout pour eux de faire oublier ceux qu'ils avaient acceptés au moment de la création d'Ampere.

Peu de salariés de l'usine sont au courant des gros débrayages du 20 juin à Maubeuge. Et à Douai, il y a eu quelques débrayages liés au manque d'effectifs ou à la chaleur insupportable. Mais le mécontentement est bien là, il est sensible et Renault pourrait se retrouver face à un mouvement contagieux dans ses trois usines.

Correspondant LO

## MCA Renault – Maubeuge : la grève, ça fait du bien !

Vendredi 20 juin, à l'usine MCA de Maubeuge dans le Nord, qui fait partie du groupe Renault, et dont les 2 200 salariés produisent les Kangoo et la nouvelle 4L électrique, l'appel à la grève des syndicats CGT et SUD contre les projets de la direction a été massivement suivi par les travailleurs en CDI, et aussi par les intérimaires.

En équipe du matin, la chaîne s'est arrêtée pendant plus de trois heures et, l'après-midi, la direction a dû renvoyer les non-grévistes chez eux après 15 heures, la production se trouvant alors à l'arrêt. Les travailleurs ont

notamment voulu montrer leur opposition à la volonté de la direction de diminuer le paiement des heures de nuit et des heures supplémentaires. « Pas question de travailler plus en gagnant moins », disaient beaucoup.

En effet, dans tous les secteurs, la charge de travail est de plus en plus écrasante. Au Montage, où travaillent l'essentiel des 600 intérimaires, il faut produire à toute vitesse, en sous-effectif permanent. « L'overtime » obligatoire de 15 mn est quasi quotidien. Presque tous les samedis sont obligatoires pour l'équipe du matin. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que plusieurs milliers de véhicules avec des défauts

soient stockés sur les parkings en attendant d'être retouchés. La direction a créé pour cela une équipe de nuit et une équipe de samedi-dimanche.

À cela s'ajoute une série de mesures prises par le nouveau directeur, qui exaspèrent les travailleurs : suppression de certaines lignes de bus jugées pas assez rentables ; interdiction de fumer ou de téléphoner dans toute l'enceinte de l'usine, même à l'extérieur des bâtiments ;

interdiction de porter son propre tee-shirt ; suppression des espaces de pause et des bancs pour s'asseoir ; distribution au compte-gouttes de bouteilles d'eau alors que la chaleur dans les ateliers est insupportable...

Le succès du débrayage a été remarqué par tous et ceux qui y ont participé exprimaient leur fierté. Un premier pas qui en appelle d'autres.

Correspondant LO

## Ekidom – Poitiers : personnel réduit, locataires en colère

Au dernier conseil municipal de Poitiers, des locataires d'Ekidom, l'Office public de l'habitat de la communauté urbaine, porteurs d'une pétition intitulée « Ensemble pour des logements dignes » rassemblant plus de 900 signatures, sont intervenus pour faire entendre leurs revendications.

Ces dernières vont du souhait de l'amélioration de l'accueil, et d'une présence accrue sur le terrain, à la transparence du calcul des charges, l'entretien annuel des bâtiments et des matériels. Une centaine d'autres locataires se sont regroupés en association « Les oubliés d'Ekidom » pour faire pression afin d'obtenir... de l'eau chaude dans leur appartement !

Après les dix minutes d'interpellation des locataires, les élus sont intervenus à tour de rôle, pendant

plus d'une heure et demie, alternant banalité misérabiliste sur Ekidom qui « loge les plus fragiles parmi les fragiles » et leçons de morale de la maire écologiste et de l'ancien maire PS à l'encontre des pétitionnaires soupçonnés de « faire le procès du personnel d'Ekidom ». Quant aux promesses, elles se résument principalement à brasser du vent, telle celle d'améliorer la qualité des services via des audits, ou la tenue d'un grand séminaire avec les locataires ; seuls deux postes d'agents

de secteur seraient créés.

Les problèmes soulevés sont en partie la conséquence de la détérioration des conditions de travail dans l'office issu de la fusion, en 2017, des deux précédents bailleurs sociaux. C'est au point que le turnover est important depuis ; sans parler des salaires plus que modestes. Les chargées d'accueil dans les quartiers populaires font ce qu'elles peuvent pour répondre aux demandes des locataires mais tout ne peut se résoudre à leur niveau, ce qui crée souvent des tensions. Les chargés de secteur, censés être les interlocuteurs privilégiés sur le terrain, n'ont plus le temps d'y passer. Cette situation est bien connue des élus ; mais ils ne l'ont



jamais prise en compte. Lors du conseil municipal en louant l'implication des travailleurs d'Ekidom dont ils méprisent les conditions de travail, ils ont montré une belle hypocrisie.

Le financement du logement social fait les frais des politiques d'économies conduites par les gouvernements successifs, qui contraignent les bailleurs

sociaux à espacer les réhabilitations et la maintenance des bâtiments. Les locataires ont mille fois raison de faire entendre leur exigence de vivre dans des logements entretenus, mais les travailleurs d'Ekidom aussi ont bien des revendications à formuler. Ils auraient tout à gagner à agir ensemble.

Correspondant LO

## Stellantis – Poissy : un rassemblement réussi

Une centaine de travailleurs et de soutiens se sont rassemblés mercredi 18 juin, à l'occasion de la séance plénière des élus régionaux d'Île-de-France, pour protester contre le projet de Stellantis de fermer l'usine de Poissy – avec pour conséquence la fermeture des usines des équipementiers qui lui sont liés.

Une cinquantaine d'ouvriers de l'usine de Stellantis étaient présents, accompagnés de délégations d'équipementiers venus de Forvia, MC Syncro, Lear et Geodis. Une délégation de travailleurs de l'usine Stellantis de Douvrin, dans le Nord, a tenu à faire le voyage, eux dont la fermeture est programmée à bien plus court terme que Poissy.

Des prises de parole de travailleurs, qui avaient laissé de côté leurs étiquettes syndicales, se sont succédé pour dénoncer cette

attaque contre des milliers d'emplois, et dont le seul objectif est d'augmenter la rentabilité de Stellantis, entreprise qui accumule pourtant les milliards de bénéfices et se goinfre de subventions publiques.

Ont été aussi dénoncées les négociations secrètes qui durent depuis des mois, dans le dos des salariés, entre les élus locaux, dont Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France, Stellantis et le PSG pour que le futur stade du club soit construit sur les terrains de l'usine.



Ceux qui étaient présents ne croient pas aux discours du patron sur un futur « projet industriel », discours complaisamment relayé par les politiciens locaux, ni à la promesse, faite de la main sur le cœur, que la construction du stade ne sera pas synonyme de fermeture de l'usine.

Avant toute chose, les travailleurs revendiquent l'essentiel pour leur avenir : des garanties écrites de la direction pour continuer à faire vivre leurs familles. Mais de cela, personne en dehors d'eux ne veut parler – et pas davantage les élus de gauche du conseil régional qui étaient présents au

rassemblement.

Ce rassemblement a été une réussite. C'était la première sortie de l'usine de ceux qui ne constituent, pour l'instant, qu'une minorité bien décidée à agir contre le projet mortel de la direction.

Cette action a permis aussi de renforcer les liens entre ceux de Stellantis et ceux qui travaillent chez les équipementiers et même entre sous-traitants.

Cette idée qu'il faut casser les frontières artificielles créées par les patrons entre donneurs d'ordres et équipementiers fait peu à peu son chemin. S'unir est

une nécessité vitale, et se battre usine par usine serait suicidaire.

Au lendemain de cette action, les discussions ont été nombreuses dans les ateliers. Beaucoup avaient lu les articles de presse et vu les vidéos qui ont circulé sur les téléphones portables. Ceux qui ont participé à cette action en étaient fiers et à leurs camarades de travail qui leur disaient : « Vous avez raison », ils pouvaient répondre : « La prochaine fois il faudra que tu viennes. »

Rendez-vous à la prochaine action, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine...

**Correspondant LO**

## Vallée de la chimie – Lyon : industriels empoisonneurs

Au sud de Lyon et au bord du Rhône, la « vallée de la chimie » comprend une raffinerie, de nombreuses usines chimiques, mais aussi les quartiers populaires de Pierre-Bénite, Saint-Fons, Feyzin ou Vénissieux, qui sont construits juste à côté.

La presse locale vient de divulguer un nouvel exemple de produit dangereux répandu dans l'environnement : l'usine Kem One de Saint-Fons (ex-Saint-Gobain, puis Rhône-Poulenc, puis Arkema) est accusée d'avoir répandu dans l'atmosphère des centaines de tonnes du gaz CVM (chlorure de vinyle monomère), suspecté d'endommager le foie et de favoriser plusieurs cancers. Cette pollution s'ajoute au scandale de la contamination aux PFAS, appelés polluants éternels, par l'usine d'Arkema et Daikin située juste en face, sur la

rive opposée du Rhône : des analyses ont révélé des taux très importants de ces PFAS dans le sang de salariés et de riverains.

Pour ce qui est du CVM, il sert à produire le plastique PVC qu'on retrouve dans les encadrements de fenêtre, les tuyaux gris sous les éviers, les cartes bancaires ou encore les canalisations d'eau. Sa dangerosité était connue depuis 1959 aux États-Unis, mais dans les années 1960 les ouvriers de la Vallée de la chimie le manipulaient sans aucune protection, et plusieurs dizaines en sont probablement décédés,

avant que des mobilisations des travailleurs et de la CGT n'imposent quelques protections.

On apprend maintenant que cette usine continue à rejeter du gaz dangereux dans l'atmosphère, augmentant les risques de cancer pour les travailleurs des usines voisines, ainsi que pour les habitants de plusieurs quartiers de la ville populaire de Saint-Fons.

L'usine appartient au

groupe Kem One, qui avait été au bord de la faillite en 2013, avant de se transformer en poule aux œufs d'or pour l'affairiste français Alain de Krassny, qui l'avait rachetée pour 5 millions et l'avait revendue en 2021 au fonds d'investissement américain Apollo pour 710 millions !

Les grands groupes comme Arkema ont vendu à la découpe les sites qu'ils considéraient les moins

rentables. Ces sites sont alors devenus des proies pour des spéculateurs, qui ne font que passer puis vont placer leur argent ailleurs avec la bénédiction de l'État. Les travailleurs et les riverains, eux, restent et subissent les conséquences de cette pollution. Pour protéger leur santé, ils devront se donner les moyens de contrôler eux-mêmes ce qu'il se passe dans les usines.

**Correspondant LO**

## Ikea – La Maxe : pour des augmentations générales

Les syndicats des magasins et dépôts du géant Ikea ont appelé à des débrayages pour l'augmentation générale des salaires.

Cette année la direction du groupe a en effet décidé de n'accorder que des augmentations individuelles... dans la limite de 1 % de la masse salariale !

Dans la banlieue de Metz, à La Maxe, les 230 salariés du dépôt Ikea ont fait grève à 80 % vendredi 20 et samedi 21 juin, entraînant le magasin situé juste à côté. Le 21, 40 salariés sur 200 y débrayaient à leur tour, ce qui est inédit.

Les travailleurs réclament une augmentation

uniforme de 200 euros ainsi qu'une prime de 1 000 euros pour compenser la suppression de certaines primes.

Ils refusent les augmentations à la tête du client car, quelle que soit leur tête, les prix augmentent pour tous et les salaires ne suivent pas : 0 % d'augmentation générale après 1,5 % l'an dernier, cela ne va pas du tout. D'autant qu'Ikea, numéro un mondial de l'ameublement, draine 45 milliards de chiffre d'affaires... l'argent ne manque donc pas.

En France, 12 000 salariés travaillent chez Ikea, qui a fait 140 millions d'euros de profits l'an passé.

Le patron d'Ikea se vante d'« investir » dans la baisse de prix. Il y a consacré 200 millions l'an dernier en France, ce qui est une manière de reconnaître le problème du pouvoir d'achat. Les travailleurs veulent qu'il investisse dans les salaires car ce sont eux qui fabriquent toutes les richesses et, sans eux, l'argent ne rentrerait pas dans les caisses d'Ikea.

**Étienne Hourdin**



JACQUES LEONE MÉTROPOLE DE LYON

## TCL – Lyon : 1%, ça ne passe pas !

Judi 19 juin, la direction de Keolis, qui exploite le réseau de bus et trolleybus à Lyon, a annoncé aux conducteurs une misérable augmentation de 1% de salaire et un coup de rabot sur les primes.

Keolis est pourtant un grand groupe qui a de l'argent, filiale à 70% de la SNCF. Cette annonce a provoqué la colère des conducteurs.

Lundi 23 juin, à l'appel des syndicats, les travailleurs de Keolis étaient nombreux en grève et la circulation des bus était largement perturbée. Elle a été maintenue en partie car la direction emploie en permanence un volant de travailleurs en intérim.

À plusieurs centaines, les conducteurs se sont rassemblés devant le siège de Keolis à la Part-Dieu, avant de partir dans une manifestation dynamique au siège tout proche de la Métropole de Lyon.

Dirigée par Bruno Bernard, politicien EELV venu des rangs du PS, la Métropole, qui sous-traite à Keolis, est complice des mauvais coups portés aux salariés. C'est d'ailleurs elle qui vient de découper en



deux lots distincts l'exploitation des réseaux, afin de réaliser des économies. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, Keolis exploite ainsi les bus et les trolleybus tandis que RATP Dev a récupéré le marché des métros et tramways.

Dans la manifestation du

lundi 23 juin, les conducteurs en grève ont martelé des slogans pour le moins fleuris. Ainsi « 1% dans ton c... » avait beaucoup de succès, reflétant le sentiment d'être floués et méprisés. Cette journée a été un coup de semonce leur

permettant de se compter et de montrer leur force. La direction a dû avancer la date de nouvelles négociations. Bien des grévistes ont conscience qu'un jour de grève ne suffira pas et qu'il faudra remettre ça.

**Correspondant LO**

## RTM – Marseille : métro en grève

Dimanche 22 et lundi 23 juin, les deux lignes du métro de Marseille étaient fermées du fait d'une grève de la maîtrise, décidée à l'initiative de FO.

Les agents de maîtrise du métro surveillent tout ce qui s'y passe depuis

leurs écrans. Ils donnent les consignes de sécurité pour éviter, par exemple, que quelqu'un soit électrocuté sur la voie, et pour décider des mesures à prendre en cas d'incendie. Ils estiment ne pas avoir les moyens d'assurer ces responsabilités car, là comme ailleurs, ils ne sont pas assez nombreux.

Ce mouvement exprime aussi leur mécontentement devant la saleté des locaux et des couloirs du métro. Le problème vient de la politique de la direction de la RTM (Régie des transports marseillais), qui offre le marché du nettoyage à des entreprises qui tirent les

prix vers le bas, aux dépens de leurs salariés et des usagers.

Reprochant à la direction d'avoir une attitude dilatoire quant à ses demandes discutées depuis quatre ans, FO affirme que la grève continuera tant qu'elle n'aura pas obtenu satisfaction. Les grèves sont rares parmi les agents de maîtrise du métro et, parmi les chauffeurs, ce mouvement est bien vu. L'idée qu'il faudrait s'y mettre tous ensemble commence à circuler.

Mardi 24 juin le métro était à nouveau fermé du fait de la grève.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent : valides ou non, c'est l'exploitation

Nous travaillons dans un Esat (établissement ou service d'aide par le travail) dans le Nord. En théorie, ce sont des « établissements médico-sociaux qui offrent aux personnes handicapées des activités professionnelles et un soutien éducatif ». Nous n'avons pas les mêmes droits ni le même salaire que des travailleurs valides, mais, la plupart du temps, nous avons par contre le droit d'être traités... exactement comme n'importe quel travailleur exploité par un patron, avec une dose de mépris

en plus.

Nous faisons entre autres du conditionnement d'articles pour des clients comme Décathlon, Norauto, Vuitton, etc., c'est-à-dire la galaxie de la grande famille bourgeoise Mulliez, qui se vante sûrement de faire une « bonne action » en travaillant avec un Esat. Nous travaillons aussi pour des fournisseurs de grandes marques de luxe comme Longchamp, Hermès ou Goyard.

Pendant des années, nous avons dû réclamer des chaises adaptées... pendant que plusieurs

bureaux de moniteurs (nos « chefs ») étaient refaits à neuf. Et, quand les fauteuils sont arrivés... ils étaient trop hauts et les tables ont dû être rehaussées avec des cales en bois !

Quand des clients visitent les ateliers, ils ont droit à un grand nettoyage, et aux petits fours avant de venir... nous regarder travailler. Régulièrement, on nous met la pression pour qu'on tienne nos « objectifs » de production pour contenter ces messieurs-dames. Quand nos responsables nous présentent leurs résultats

financiers, ils nous demandent de nous en réjouir... comme si cela changeait quoi que ce soit, vu que nos maigres salaires sont payés dans leur plus grande partie par l'État. Même si l'on peut cumuler en partie l'AAH (allocation adulte handicapé) avec le salaire et la prime-emploi, on n'arrive même pas au niveau du smic mensuel ! Mais on ne cesse de nous faire sentir qu'on doit être « bien reconnaissants » d'avoir du travail, que c'est une question de dignité !

Et quand on ose se plaindre, protester, qu'on

ne se plie pas à leurs comportements, on est mis à part, séparé si l'on forme un groupe solidaire, voire harcelé. C'est ce qui est arrivé à l'un d'entre nous récemment, mis sous pression par une responsable, couverte par la direction, qui l'a poussé à bout pendant des mois, jusqu'à ce qu'il craque.

Travailleur handicapé ou valide, on a finalement les mêmes problèmes, et les mêmes intérêts à défendre !

**Deux travailleurs révoltés**

# Grande distribution : la guerre entre voutours

**Les travailleurs de l'enseigne belge Colruyt ont appris que seuls 81 magasins sur les 104 implantés dans le nord-est de la France seront repris par Intermarché. Près de 900 emplois vont être supprimés sur 2 600, dont 350 au siège social dans le Jura.**

Si la vente des magasins n'est pas une surprise pour les travailleurs, le retrait de France ayant été annoncé dès février, ce n'est pas le cas de l'annonce des fermetures et des licenciements. Les travailleurs des 23 magasins rayés de la carte ne manquaient pas de travail, les clients venaient y faire leurs courses quotidiennement

comme partout ailleurs.

Mais, ce n'est pas le service rendu au client, ce gros mensonge patronal, qui conditionne le maintien de l'activité d'un magasin. Ce qui compte, c'est la rentabilité au mètre carré, source inépuisable de profit pour les propriétaires. C'est pour cette raison que les prix continuent d'augmenter,

+ 24 % sur les trois dernières années, et que des dizaines d'hypers et de supermarchés ont été fermés en 2024 après le rachat de Casino : une trentaine par Auchan, une dizaine par Carrefour. Et, fin avril, Intermarché a baissé le rideau de 28 magasins, supprimant les emplois de 680 salariés.

On le voit une fois de plus avec Colruyt, les prétendants à la reprise, cette fois-ci, Leclerc, Coopérative U et Intermarché se sont bousculés pour racheter les magasins, Intermarché restant seul sur la ligne d'arrivée. Cette poignée de



COLRUYT

capitalistes ont le même objectif : renforcer sa position et accroître ses parts de marché au détriment de ses concurrents. Cela passe par le rachat et l'élimination des plus faibles d'entre eux et la

recomposition de leur parc de magasins.

Les travailleurs n'ont pas à faire les frais de ces restructurations et de la course effrénée aux profits.

**Philippe Logier**

## Prêt-à-porter : prêt-à-licencier

Les enseignes de prêt-à-porter Princesse Tam Tam et Comptoir des cotonniers ont demandé leur mise en redressement judiciaire. Elles appartiennent toutes deux au groupe Fast Retailing, dont le PDG est l'homme le plus riche du Japon.

Fast Retailing, c'est aussi Uniqlo, qui a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires mondial de 18 milliards d'euros et un bénéfice déclaré de 3 milliards, dont une grande partie a été prélevée par ses

actionnaires sous forme de dividendes.

Ces fortunes encaissées ne les empêchent pas de déclarer, depuis plusieurs années, deux enseignes en difficulté. Ainsi, entre 2015 et 2019, le nombre de magasins Comptoir des cotonniers est passé de 200 à 95 en France. En 2021, 74 ont encore été fermés et une trentaine de plus en 2023. Il en reste aujourd'hui 40, menacés à leur tour de fermeture. Quant à Princesse

Tam Tam, quatre restructurations l'ont frappée depuis 2018, 40 % de ses magasins

ont été fermés en 2022 et il en reste 50. Des centaines d'emplois ont été supprimés



OSCARONO

sur toutes ces années.

Aujourd'hui, un peu plus de 500 salariés travaillent encore dans les deux enseignes. Tous les emplois sont menacés, ainsi que celui de 119 salariés de Fast Retailing, le siège social du groupe.

Il faut exiger que les trois milliards de profits de 2024 et tous ceux des années précédentes garantissent les emplois et les salaires de tous les salariés.

**P. L.**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),**

**membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

**Association de financement du parti Lutte ouvrière**, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
**LUTTE OUVRIÈRE**  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos **nom, prénom et adresse**, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Sommet de l'OTAN: le bœuf et les grenouilles

L'OTAN est cette alliance militaire des pays d'Europe de l'Ouest sous commandement américain qui visait, en 1949, à préparer la guerre contre l'Union soviétique.



L'URSS disparue, l'OTAN a servi de véhicule à la reconquête ou à la retombée des pays de l'ex-glacis soviétique dans le giron occidental, c'est-à-dire sous la domination du capital américain

et, dans une moindre mesure, allemand, français, britannique, etc.

Devant cette poussée allant jusqu'à l'installation de bases militaires aux frontières russes, Poutine

a contre-attaqué en envahissant l'Ukraine, suscitant une mobilisation accrue de l'OTAN et trois ans de guerre fratricide et sans issue. Après quoi, Trump, redevenu président, négocie désormais avec Poutine un partage des dépouilles et des minerais ukrainiens. Le chancelier allemand, le président français et le Premier ministre britannique, fournisseurs d'armes et de discours guerriers antirusse, sont priés de s'aligner derrière le chef à l'occasion de la conférence de l'OTAN, et de manger leur chapeau, avec ou sans sauce hollandaise.

Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, relaie l'exigence américaine de porter les dépenses militaires de chaque pays membre à 5 % du PIB, soit des centaines de milliards d'euros supplémentaires. Le fait que ces dépenses délirantes ne peuvent se faire qu'en étranglant les populations n'entre pas en ligne de compte, pas plus aux États-Unis qu'ailleurs. L'OTAN, comme l'état-major américain, insiste sur l'interopérabilité des armes :

les matériels et les soldats des différents pays doivent pouvoir agir ensemble. Et quoi de mieux pour cela que d'acheter en chœur du matériel américain, d'être formés et encadrés par des spécialistes américains ? Les marchands de mort européens, Dassault, Rheinmetall, Leonardo et quelques autres, ainsi que leurs visiteurs de commerce, Macron, Merz et Meloni, protestent faiblement et, surtout, loin des oreilles du chef et des sommets de l'OTAN. Quoi qu'il en soit, Lockheed-Martin ou Dassault, les budgets militaires ont déjà augmenté et augmenteront encore.

Tous ces chefs d'État plient le genou devant les voltefaces de Trump, en Ukraine, puis au Moyen-Orient, consentent aux massacres et aux mensonges éhontés de son homme-lige Netanyahu, approuvent la prétention de l'impérialisme de tout régler à coups de canon, quoi qu'ils aient dit avant. C'est ainsi qu'un Macron peut se réveiller tardivement en parlant de la nécessité de reconnaître un État palestinien, puis se

coucher en approuvant les bombardements israéliens sur l'Iran. Que va-t-il avaler à La Haye ? Le secrétaire général Rutte en donne une idée, disant que le Moyen-Orient est en dehors des compétences de l'OTAN tout en soutenant les bombardements israélo-américains, qui, d'après lui, ressortent de la légitime défense.

L'impérialisme le plus puissant dicte sa loi aux autres. Cela a commencé il y a un siècle et s'est institutionnalisé, après la Deuxième Guerre mondiale, entre autres avec l'OTAN. Cela ne dépend pas de la personnalité du président américain du moment, mais des rapports de force financiers, industriels et militaires. Simplement, les fougades d'un Trump et son cynisme à toute épreuve donnent une piteuse image des grands chefs du « monde libre » que prétendent être Macron, Merz ou Starmer.

Si cela ne se passait pas dans une ambiance générale de marche à la guerre, on pourrait presque en sourire.

Paul Galois

## Brésil: Lula brade des terres aux trusts du pétrole

Alors qu'il a été élu sur des promesses de préserver l'environnement, Lula, président du Brésil qualifié de « figure historique de la gauche brésilienne » par les commentateurs, a donné son accord à la concession à quatre multinationales de champs pétroliers proches de l'Amazonie.

La zone, appelée « bassin de l'embouchure de l'Amazone », se situe dans l'Amapa, région frontalière de la Guyane française. Dix-neuf des 47 blocs offerts par l'Agence nationale du pétrole, organisme public qui organise les enchères, représentent un montant total de 844 millions de reais, soit environ 153 millions

de dollars. Une brouille pour les deux compagnies qui ont gagné le gros lot, à savoir la compagnie brésilienne Petrobras et l'américaine ExxonMobil, alors que celles-ci convoitent des gisements dont la valeur est estimée à plusieurs dizaines de milliards de dollars.

Ces ventes ont été critiquées par les associations

écologistes et les tribus amérindiennes de la région, inquiètes de l'impact écologique. Les populations amérindiennes ont déjà souffert des déforestations sous l'ère Bolsonaro, le président précédent, d'extrême droite, et l'arrivée des trusts du pétrole signifie la réduction des ressources de la forêt dont leur vie dépend. Quant aux associations écologistes, elles s'inquiètent des conséquences sur l'environnement, en particulier du fait des négligences dont ces trusts sont coutumiers, et qui peuvent conduire à des

catastrophes.

Lula, qui se présente comme le champion de l'écologie et doit accueillir la prochaine COP sur le climat en novembre, a donné son autorisation à cette transaction. C'est faire le grand écart avec ses engagements pris lors de la

campagne présidentielle, lorsqu'il fustigeait la politique de Bolsonaro en matière environnementale.

Pour Lula, les enjeux écologiques ont fait l'objet de promesses électorales, mais il s'assoit dessus allègrement, une fois élu.

Jacques Lequai

## Migrants: quand les passeurs deviennent des naufrageurs

Au large des îles Baléares, cinq cadavres de migrants ont été récupérés lundi 23 juin par des bateaux de la garde civile espagnole.

Les voies maritimes empruntées par les migrants pour gagner l'Espagne sont les plus meurtrières, qu'il s'agisse des passages en Méditerranée ou le long des côtes atlantiques. Plus de 10 000 d'entre eux y ont laissé la vie.

Mais ce qu'il y a de plus

immonde dans le cas de ces cinq migrants est qu'ils avaient les pieds et les mains attachés, pour leur ôter toute chance de survie une fois dans l'eau. Selon toute vraisemblance, les passeurs les avaient jetés en pleine mer, après les avoir dépouillés de la somme demandée

pour le passage, qui peut se monter à plusieurs milliers d'euros.

Le résultat de la politique de chasse aux migrants que mènent les dirigeants des pays européens est aussi de faire vivre de véritables gangsters, qui assassinent de sang-froid des gens qui souhaitaient seulement le moyen de vivre et d'aider leurs proches.

Marianne Lamiral



### Lutte ouvrière à votre rencontre

Les militants de Lutte ouvrière prennent la route pendant tout l'été à la rencontre de la population. Entre les guerres qui s'intensifient et les attaques contre les travailleurs, les questions ne manquent pas.

<b>Yonne</b>	<b>Franche-Comté</b>
Lundi 30 juin : Auxerre	Lundi 30 juin : Belfort
Mardi 1 <sup>er</sup> juillet : Auxerre	Mardi 1 <sup>er</sup> juillet : Pays de Montbéliard
Mercredi 2 juillet : Sens	Mercredi 2 juillet : Pays de Montbéliard
Jeudi 3 juillet : Sens	Jeudi 3 juillet : Vesoul
Vendredi 4 juillet : Montbard-Avallon	Vendredi 4 juillet : Pontarlier
Samedi 5 juillet : Montbard-Avallon	Samedi 5 juillet : Besançon